

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SAARSTAHL ASCOVAL - Aciérie

Zone industrielle n 4 - rue du Galibot - BP 10
59880 Saint-Saulve

Références : V2.2023.142
Code AIOT : 0007002398

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2023 dans l'établissement SAARSTAHL ASCOVAL SAINT-SAULVE implanté Zone industrielle - BP 10 - 59880 Saint-Saulve. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à un incendie dans un silo d'antracite qui alimente les installations survenu sur le site le jour même.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAARSTAHL ASCOVAL SAINT-SAULVE
- Zone industrielle BP 10 59880 Saint-Saulve
- Code AIOT : 0007002398
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'aciérie de Saint-Saulve se présente comme un outil industriel moderne et de haute technologie. Le site a bénéficié d'investissements de plus de 150 M€ au cours de la dernière décennie (en particulier, nouvelle coulée continue et nouveau four électrique).

L'usine produit plusieurs diamètres, compris entre 180 mm et 325 mm, en aciers carbone et alliés. L'usine réalise également des produits forgés de diamètre compris entre 140 et 220 mm.

Le site emploie environ 300 personnes.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 22/10/2013 et arrêté préfectoral complémentaire du 24/02/2016 pour les rubriques principales 2545, 2551, 2560, 2713, 2910, 2921 et 3220 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les différents types d'acier produits nécessitent des apports en anthracite. Ces apports sont réalisés via des bandes transporteuses depuis un silo d'une capacité de 100 tonnes. Un incendie a eu lieu en bas d'un des silos le mardi 2 mai 2023 vers 4h30 du matin qui a nécessité l'intervention des pompiers.

Les thèmes de visite retenus sont la gestion de l'accident, notamment les consignes d'alerte et la gestion des eaux d'extinction et des déchets générés lors de l'incendie.

2) Résultats de la visite d'inspection

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Contexte de la visite

Un début d'incendie a été détecté à 4h30 le mardi 2 mai, dans le bas d'un silo d'une capacité de 100 tonnes alimentant le four en anthracite via un tapis roulant. Le site était en phase de production.

Selon les éléments fournis par l'exploitant le jour de l'inspection, l'alerte a pu être donnée par les opérateurs de la production : constatant que le four n'était plus alimenté en anthracite, rendus sur place, ils observent que le volet actionnant l'ouverture du silo concerné par vérin pneumatique est maintenu fermé par asservissement à une sonde TC100 qui a détecté une anomalie de température et que l'anthracite présent en bas de silo est incandescent.

Immédiatement alerté par l'exploitant, le Service Départemental d'Incendie et de Secours est intervenu sur site en arrosant en refroidissement la partie basse du silo (dont la température était élevée avec environ 400°C), puis en arrosant par le dessus le silo pour l'extinction des parties incandescentes. Selon les éléments transmis par l'exploitant, environ 20 m³ d'eau ont été utilisés par le SDIS.

Dans le même temps, les extracteurs d'air ont été mis en fonctionnement pour favoriser l'évacuation des fumées du hall.

Les opérateurs sur place ont été évacués par mesure de sécurité. Aucun blessé n'a été signalé.

Le tapis roulant situé sous le silo n'a pas subi de dégât.

L'incendie a été déclaré maîtrisé par les pompiers vers 8h30.

L'inspection s'est déplacée suite au signalement de l'incendie par voie de presse en début d'après-midi.

Les installations étaient en cours de fonctionnement lors de la visite, les seuls dégâts visibles sur les installations concernent la partie basse du silo dont la peinture a été endommagée par la chaleur sans que cela ne nuise a priori à son bon fonctionnement.

Dans l'attente de la remise en service du silo, l'exploitant a précisé fonctionner en alimentation en anthracite par big bag.

L'exploitant a indiqué que la ou les causes de l'échauffement de l'anthracite dans le bas du silo ne

sont pas encore connues, les qualité et quantité d'antracite utilisées étant habituelles.
L'antracite encore présent dans le silo était en cours de retrait des installations pour être disposé en tas, pour séchage, avant d'être réutilisé dans les installations.

2-3) La gestion des suites de l'incendie

2-3-1) La gestion des eaux d'extinction

Les eaux d'extinction, sous réserve de vérifications attendues de la part de l'exploitant, auraient été dirigées via le réseau de gestion des eaux pluviales vers la vis de relevage puis le bassin d'orage équipé d'un débourbeur séparateur d'hydrocarbures (DSH) en sortie.

L'exploitant a indiqué avoir fait un prélèvement des eaux en cours de rejet après le DSH pour analyser les MES et la DCO. Pour réaliser cette analyse, le système de pompage vers le milieu naturel a été mis en route, rejetant éventuellement une partie des eaux d'extinction vers le milieu naturel sans contrôle préalable.

Observation n°1 :

L'inspection rappelle ici la demande formulée à l'exploitant lors de la visite de :

-1- maintenir fermé le rejet des eaux du bassin d'orage utilisé comme bassin de confinement (consigne du maintien de la fermeture du rejet appliquée immédiatement lors de la visite) pour vérifier la conformité de la qualité des eaux aux dispositions de l'article 4.3.10.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22/10/2013 avant tout nouveau rejet ;

-2- de vérifier que les eaux d'extinction ont bien été dirigées vers le bassin suite à l'incendie en interrogeant la supervision du fonctionnement de la vis de relevage ;

-3- si la vis a fonctionné après l'incendie et que les eaux ont bien été versées dans le bassin, procéder à la vérification de la qualité des eaux du bassin avant rejet, et ce, pour l'ensemble des paramètres identifiés ;

-4- si la vis n'a pas fonctionné, procéder aux analyses des eaux avant dilution dans le bassin d'orage, pour, en cas de non-conformité de la qualité des eaux, procéder au pompage de ces eaux pour les évacuer vers une filière de traitement appropriée.

L'inspection demande à être tenue informée des opérations réalisées pour assurer une gestion conforme des eaux d'extinction de l'incendie.

2-3-2) La gestion des déchets

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que l'antracite du silo était en cours d'évacuation du silo pour le faire sécher avant reprise dans les installations et que, ce faisant, il n'y avait aucun déchet particulier à évacuer dans ce cas.

Sur le terrain, l'inspection a constaté que l'exploitant avait effectivement commencé à disposer en tas de l'antracite sec puis humide et que des dégagements de fumées provenaient des premiers dépôts, des flammes ont également pu être constatées.

L'inspection a demandé à l'exploitant de séparer immédiatement les parties en feu du stock de la partie humide pour limiter la propagation du feu.

L'exploitant a répondu qu'il allait faire procéder à la séparation des tas et procéder à l'étalement de la partie en feu.

Observation n°2 :

L'exploitant précisera l'emplacement retenu pour l'étalement de l'anthracite extrait du silo, les dispositions prises à l'issue de l'inspection pour en assurer une surveillance et garantir la non reprise de l'incendie (consignes, ronde de surveillance, etc.).

Observation n°3 :

A l'issue de la période de séchage, l'exploitant transmettra le bilan de cette opération et signalera l'éventuelle quantité de déchets générés dans le cadre de cet incendie.

2-4) Les points de contrôle / Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-6 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 22/10/2013, article 7.5.4.	/	Délai 15 jours à compter de la réception du rapport

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Incidents ou accidents - Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 22/10/2013, article 2.5.1.	/	Sans objet
2	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 22/10/2013, article 4.2.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 22/10/2013, article 7.4.1.	/	Sans objet

2-5) Ce qu'il faut retenir de l'inspection

L'incendie a été maîtrisé rapidement et a nécessité un volume d'eau relativement faible, de l'ordre de 15 à 20 m³. Des analyses des eaux d'extinction sont en cours pour déterminer la filière d'élimination appropriée.

Face au constat d'absence d'information de la DREAL lors de cet événement, l'exploitant doit modifier ses consignes d'alerte pour que l'inspection soit alertée plus rapidement des incidents ou accidents survenant dans les installations.

Il est demandé à l'exploitant d'apporter les éléments de réponse aux observations et faits susceptibles de suite formulés lors de l'inspection dans les meilleurs délais et au maximum sous 15 jours.

2-6) Fiches de constats

N° 1 : Incidents ou accidents - Déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2013, article 2.5.1.
Thème(s) : Risques accidentels, déclaration des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Le rapport d'accident est transmis sous 8 jours à compter de la date de l'accident. Le rapport d'incident est transmis sous 15 jours, à compter de la date de la demande par l'Inspection des installations classées.</p> <p><u>Article R.512-69 du code de l'environnement</u> <i>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de</i></p>

nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats : L'inspection a appris par voie de presse l'existence d'un incendie dans les installations ainsi que l'intervention des pompiers.

L'inspection s'est rendue sur place en début d'après-midi.

L'exploitant a déclaré qu'il prévoyait d'alerter l'inspection en début d'après-midi.

Observation n°4 :

L'inspection considère que le délai entre la survenue de l'incendie et son information est trop long. L'inspection demande à être informée plus rapidement des incidents ou accidents survenant dans les installations.

L'obligation de transmettre un rapport détaillé d'accident a été rappelé à l'exploitant lors de l'inspection.

Observation n°5 :

L'exploitant transmettra au préfet et à l'inspection de l'environnement dans le meilleur délai, son rapport d'accident, rédigé dans le respect des dispositions du code de l'environnement. Il pourra utilement être réalisé sur la base de la fiche de notification d'accident du BARPI disponible sur :

<https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/>

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2013, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, réseau de collecte des rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.
Constats : Les eaux d'extinction de l'incendie représentant un volume de 15 à 20 m ³ d'après l'exploitant, ont transité dans le réseau d'évacuation des eaux pluviales et ont potentiellement rejoint le bassin d'orage. L'inspection a interrogé l'exploitant sur la gestion du bassin d'orage, notamment la vérification de l'étanchéité, la fréquence de son curage et la destination des boues. L'exploitant a indiqué l'entretenir régulièrement et procéder à la vérification de l'étanchéité de la membrane par un prestataire, tandis que les boues étaient analysées avant d'être évacuées par une filière agréée.
Observation n°6 : L'inspection demande à être destinataire des éléments justifiant de ces contrôles ainsi que les bordereaux de suivi de déchets concernant les boues de curage du bassin d'orage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2013, article 7.5.4.
Thème(s) : Risques accidentels, consignes d'alerte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : [...] <ul style="list-style-type: none">• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,• l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Constats : L'inspection a demandé si les procédures de l'exploitant comportaient les informations nécessaires visant à informer l'inspection dans les meilleurs délais de tout accident ou incident survenant dans les installations. L'exploitant a indiqué qu'il allait revoir ses consignes et a proposé de mettre à jour ses procédures d'alerte immédiate pour intégrer : <ul style="list-style-type: none">- l'appel du numéro de téléphone de la DREAL et de l'astreinte,- le courriel de l'UD pour signaler les incidents.
Fait susceptible de suites n°1 : L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour ses consignes et d'en transmettre une copie dans un délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2013, article 7.4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, rétention des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. [...] Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
Constats : Les eaux d'extinction de l'incendie ont été collectées via le réseau d'évacuation des eaux pluviales vers le bassin d'orage si le dispositif de vis de relevage a fonctionné.
Observation n°7 : Dans la mesure où, le bassin d'orage a été obturé lors de la visite et que des investigations complémentaires sont en cours par l'exploitant pour déterminer si les eaux d'extinction ont bien rejoint le bassin ou sont encore dans le réseau, l'inspection considère que le dispositif de confinement est conforme et rappelle à l'exploitant la nécessité d'évacuer les eaux d'extinction par une filière appropriée suite à leur analyse (cf observation n°1).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet